

AVOIR VINGT ANS AU RWANDA : 1990-2010

par Danielle de Lame

Abstract

What did it mean to be twenty, or almost twenty in 1990, in Rwanda? What does it mean today? In this chapter, I bear upon my knowledge of Rwanda, including two months of fieldwork, and on continued contacts with the rural area where I did most of my fieldwork, to describe the dislocations and torsions that have twisted the links between generations. Similar in that to a gendered perspective on society, an accent on intergenerational relations needs to take the diversity of social circumstances into account. Between the youth of 1990 and those of 2010, major disturbances, and in the first instance the genocide, have been traumatizing for most and redistributed opportunities for all. Among the returnees, new elites have accelerated transformations and, for example, decided to switch the official language from French to English, with consequences for all, but especially for country youngsters who have been educated in the local language and in French. Families and the respective connections of their members to various pasts have been upset in ways that differ according to positions in society at the two moments in time we scrutinize here.

« Le passé n'est jamais mort,
il n'est même pas passé. »
(W. Faulkner, *Le bruit et la fureur*)

1. INTRODUCTION

Qu'était-ce, en 1990, qu'approcher de vingt ans, avoir vingt ans, au Rwanda ? Qu'est-ce aujourd'hui ? Cette contribution, fondée sur une longue connaissance du Rwanda, sur un travail de terrain de près de deux ans, sur un contact continu avec la région d'étude et sur un retour récent sur ce lieu, tentera de montrer les dislocations et les torsions de divers ordres dans le tissu des générations. Tout comme la question du « genre », celle des générations ne peut, en effet, faire l'économie des diversités de situations qui accompagnent les inégalités sociales et, notamment, les inégalités d'accès à la connaissance et aux moyens de l'acquérir. Entre les deux cohortes, celle de 1990 et celle de 2010, le génocide a marqué une rupture, déterminé des traumatismes et redistribué les chances. Il a été suivi du retour d'exil d'élites qui ont accentué les transformations et, finalement, décidé du changement de langue d'enseignement, reléguant ainsi davantage encore à la marge les bénéficiaires de l'enseignement francophone. Le milieu familial et le rapport au passé – qui met en forme les relations intergénérationnelles – ont été bouleversés de façons diverses selon les groupes sociaux, selon la position politique de ceux-ci et selon leurs capacités respectives à se promouvoir. Ces reconfigurations montrent, de façon frappante, l'enchâssement des rapports de génération dans l'ensemble des changements de société.

2. JEUNESSES ET GÉNÉRATIONS

Si cette phrase mise en exergue s'applique à des expériences de rupture et de traumatismes dont les effets restent réels par l'entremise de leurs représentations, elle prend un relief particulier dans des pays à population majoritairement jeune dont il faudrait étudier le rapport au passé en prenant la démographie en compte. Jusqu'à la dernière décennie, la littérature consacrée aux jeunes en Afrique est restée relativement rare, de façon paradoxale au regard de la pyramide des âges, puisque les proportions de populations jeunes les plus élevées se trouvent en Afrique et au Moyen-Orient. En Afrique centrale, le taux de fécondité est resté inchangé jusque récemment¹ et, au Rwanda, le taux de natalité très élevé² se reflète dans la jeunesse de la population : la moitié de la population environ a moins de vingt ans. Le retard d'intérêt des sciences sociales pour les jeunes africaines peut tenir à l'évolution des intérêts, comme aux dislocations des structures relationnelles en Afrique même. Les deux catégories de motifs s'entrecroisent. Alors même que l'anthropologie s'éloignait des questions générales de succession et de reproduction sociale, les rapports intergénérationnels se trouvaient modifiés. À l'avant-plan de conflits de normes, voire de violence, une catégorie sociale restée intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte ne trouvait plus à se situer face à l'avènement de sa propre insertion dans des sociétés où les discontinuités étaient davantage perçues que la transformation lente d'un moule social. On pourrait arguer que l'intérêt croissant des sciences sociales pour les groupes subalternes des sociétés, le souci de percevoir les dynamiques de transformation, la prédilection pour les milieux urbains et les cultures populaires, ont enfin abouti à sortir la jeunesse omniprésente de l'ombre des constructions d'objets scientifiques. On pourrait ajouter que les phénomènes de violence extrême se sont d'eux-mêmes imposés à l'étude de la post-colonialité et ont pointé la jeunesse comme catégorie d'acteurs que la réalité appelait à prendre en compte. La pandémie de sida, elle aussi, a attiré l'attention sur ces jeunes, vecteurs et victimes. Au cours des quinze dernières années³ les jeunes ont, davantage que par le passé, attiré l'attention des chercheurs. Certains leur ont accordé, parfois même aux très jeunes, un rôle de « faiseurs » et de « casseurs » de société⁴, exagérant le rôle d'une catégorie qui se distingue dans

¹ WORLD HEALTH ORGANIZATION, *World Atlas of Ageing*, Kobe (Japan), WHO Centre for Health Development, 1998.

² Selon le troisième General Census of Population and Habitat (RGPH) conducted in August 2002, *The Integral Survey on Households Living Conditions (EICV)*, le taux de fécondité en 2003 est de 5,8 enfants par femme ; le taux de natalité est de 38,99/1000 ; le taux d'accroissement est de 2,8.

³ Pour un aperçu de l'évolution de la littérature en sciences sociales consacrée aux jeunes en Afrique, voir le site <http://societies.africamuseum.be>, sous les mots-clés « jeunes » et « jeunesse », en faisant un tri par année de publication.

⁴ HONWANA, A., DE BOECK, F. (eds.), *Makers and Breakers. Children and Youth in Postcolonial Africa*, London, Currey, 2005 ; plusieurs textes de cet ouvrage ont été publiés en français dans *Politique Africaine*, 2000, n° 80.

la marge et ne peut être efficace que dans la mesure où, précisément, elle tient encore au tissu social dont elle infléchit la trame.

En butte à l'exclusion, sans perspective entre un monde rural qui entre dans le marché mondial et une vie urbaine où ils entrent sans formation, confrontés, de toutes parts, au sida et au chômage, largués par des familles appauvries, les jeunes forment une masse de manœuvre en marge, importante mais peu représentée et légalement faible. Leur nombre même, leur oisiveté et leur disponibilité en font des candidats au recrutement pour toute aventure qui les sortira de l'ennui. Si, comme le souligne Jon Abbink⁵, l'autoritarisme colonial, l'échec des États post-coloniaux et les particularités de la bourgeoisie bureaucratique africaine sont souvent évoqués comme toile de fond, la métaphore du passage et de ses rites, de l'enfance à l'âge adulte, reste utile à une compréhension plus vaste du phénomène. Ce passage n'arrive plus à se faire : le tissu social s'est distendu depuis longtemps et l'enseignement n'offre d'alternative que pour bien peu, tandis que l'exploitation des ressources se poursuit, le dernier avatar en étant l'incorporation de la terre dans le marché mondial à travers les réformes foncières. Les jeunes, souligne Abbink, « interprètent leurs problèmes à travers un prisme moral : ils suggèrent que les adultes les ont abandonnés ou n'ont pas rempli leurs obligations à leur égard... ».⁶

Ces considérations introduisent le rapport entre générations qui ne sera qu'un aspect de mon propos. Il ne s'agit pas d'envisager ici la progression d'une génération dans le temps – que sont aujourd'hui les jeunes qui avaient vingt ans en 1994 – mais bien de comparer la configuration sociale de deux groupes de jeunes à vingt ans d'intervalle. Les études classiques sur les générations mettaient en exergue les questions de succession et d'accès aux ressources avec, en filigrane, le principe d'organisation sociale sous-jacent à la succession des générations⁷. Dans une société où ces questions habituellement liées au passage du temps et à l'allocation des ressources se sont conjuguées avec les effets de la mondialisation, de la démographie et d'un renversement brutal, l'abord des générations comme cohortes ne peut faire l'impasse d'une évaluation des transformations dans les rapports entre jeunes et adultes à vingt ans de distance. Comparer deux générations de jeunes revient à envisager la génération comme cohorte et, comme le soulignait Karl Mannheim⁸, à restituer l'esprit du temps qui les porte, à les situer dans l'histoire qui leur a fait partager des événements, des possibilités et des contraintes. Les inégalités au sein d'une cohorte et entre les cohortes reflètent la complexité des transformations

⁵ ABBINK, J., "Being Young in Africa. The Politics of Despair and Renewal", in ABBINK, J., KESSEL, I. van (eds.), *Vanguard or Vandals. Youth, Politics and Conflicts in Africa*, Leiden/Boston, Brill, 2005, pp. 1-34.

⁶ *Ibid.*, p. 7.

⁷ Pour une discussion des perspectives d'étude des générations, voir : ALBER, E., GEEST, Sj. van der, REYNOLDS WHITE, S. (eds.), *Generations in Africa: connections and conflicts*, Berlin, LIT Verlag, 2008, pp. 1-23.

⁸ MANNHEIM, K., "The Problem of Generations", in MANNHEIM, K. (ed.), *Essays on the Sociology of Knowledge*, London, Routledge and Kegan Paul, 1972 [1952], pp. 276-320.

sociales, complexité produite par la diversité des situations au sein de ce que l'on pourrait appeler une « communauté d'histoire ». Cette configuration d'événements est le produit d'une diversité d'appréhension et de réactions dont certaines sont le produit d'un fait capital : sa situation dans la pyramide des âges et, subjectivement, dans le déploiement de sa propre vie.

Je ne m'étendrai pas ici sur la continuité dans le style de gouvernance au Rwanda, de l'époque précoloniale à aujourd'hui, une continuité de style où les deux premières républiques apparaissent comme une parenthèse. Autant que les événements politiques, c'est l'atmosphère, l'esprit du temps, la culture, qui lie les générations et sur laquelle les jeunes autant que les événements externes impriment leur marque⁹. Or, au Rwanda, en sus d'un accès tardif aux séductions de la consommation et d'une pénurie foncière résultant de l'absence d'industrie autant que de la démographie, le génocide, les massacres et les exils ont bouleversé la configuration de la société. À ces bouleversements se sont ajoutées des mesures autoritaires qui ont transfiguré jusqu'à la configuration administrative du pays, noms des localités incluses, dans une volonté de marquer la rupture avec le passé et l'avènement du « Nouveau Rwanda ». Entre deux cohortes de cet âge d'affirmation de soi qu'est l'entrée dans l'âge adulte, la société rwandaise a redistribué ses cartes. Le génocide, les massacres, les retours d'exil des uns et les départs en exil des autres ont exercé une torsion sur les rapports intergénérationnels à l'intérieur du pays. Les bouleversements politiques ont refondu les processus habituels de mobilité sociale et ont laissé des empreintes contrastées sur les fractions recomposées de la population actuelle d'une nation encore aujourd'hui, de plus d'un point de vue, divisée. Je n'envisage pas de donner ici des statistiques de scolarisation ni d'évaluer l'enseignement et les possibilités d'emploi au regard d'emplois (peu) disponibles. Mon propos est plutôt d'approcher, par l'analyse des recompositions et de la transformation des conjonctures, les perspectives dans lesquelles, à vingt ans de distance, s'insère la vision que peuvent avoir, de leur avenir, les jeunes au début de leur vie d'adulte.

3. LA PERPÉTUATION IDENTITAIRE D'UNE VISION DU MONDE

À l'appui de mon exposé sur la transformation d'une vision du monde dont on pourrait objecter qu'elle est plus pertinente pour l'anthropologue que

⁹ Les modes de cohésion locaux ne peuvent être vus comme un moule immuable. La culture reçue agit comme un prisme structurant la perception des nouveautés. Les interactions quotidiennes, partiellement mises en forme par l'intégration d'éléments neufs, structurent, à leur tour, la perception du monde, provoquant des transformations à des rythmes divers. L'étude des changements est donc subtile et prend en compte les lignes de fracture et les diversités sociales au sein d'une entité qui se complexifie à mesure de l'accès différencié aux éléments de changement. Une opposition dichotomique entre « tradition » et « modernité » n'est donc pas pertinente. Voir BOURDIEU, P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980 ; HANNERZ, U., *Cultural Complexity Studies on the Social Organization of Meaning*, New York, Columbia University Press, 1992.

pour la population, je me réfère à une enquête de P. Erny¹⁰ réalisée, en 1983, auprès d'étudiants de l'enseignement supérieur. Alors que l'on pourrait s'attendre à ce que ce groupe soit le moins marqué par l'environnement « traditionnel » que l'auteur mentionne sous le vocable de « caractère national », Erny montre que même cette catégorie de la population jeune estime les Rwandais fortement conscients d'une identité nationale fondée sur son caractère paysan et où la famille constitue, à tous points de vue, la cellule de base. En dépit de son unité de langue et de culture qu'il est bon de rappeler, le système politique antérieur a imprimé ses marques sur les relations entre les catégories sociales et les régions et les valeurs restent intégrées dans un système de représentation de la société et du monde qui leur donne leur sens. Que ces attitudes fortement typées, parce qu'ancrées dans une vision du monde locale, s'expriment en milieu universitaire ne devrait pas surprendre, si l'on se souvient que, jusqu'à la veille de la fracture que fut le génocide, environ 95 % de la population rwandaise était rurale. Ceci n'est pas dire que les campagnes étaient isolées des villes : le contraire était vrai. Les étudiants hébergés à l'université ou dans les établissements d'enseignement secondaire étaient parmi les vecteurs d'un changement très lent des campagnes où, lors de leur retour, ils renouaient les liens avec la vision du monde commune à travers des cérémonies où ils s'immergeaient dans les références pratiques, métonymiques, à cette vision. Certes, les nouveautés y apparaissaient, dans cette mise en œuvre de rituels qui permettent l'appropriation populaire du changement. « Mondiale de loin »¹¹, à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt dix, la colline, unité socio-géographique de la campagne rwandaise, témoignait de ses contacts avec le « vaste monde » à travers ses trajets vers Kigali, ses feuillets de magazine ornant les murs des maisons, les choix pour des mouvements religieux de renouveau, la réinterprétation du tout, en passant par l'accommodement des vêtements de seconde main et l'intégration des boissons soft au système symbolique de la convivialité, pour ne donner que quelques exemples¹². L'empiètement de bribes et de morceaux fragmentait une vision restée cohérente et allait produire une contradiction si forte que la logique propre, restée efficace, appelait à une restructuration qui ferait sens de la

¹⁰ ERNY, P., "L'esprit de l'éducation au Rwanda ou le « caractère national » décrit par un groupe d'étudiants", in *Genève-Afrique*, Vol. XXI, n° 1, 1983, pp. 25-54. Dans un pays dont le taux de croissance démographique annuelle, peu variable, fut de 2,9 % jusqu'au génocide, les études sur la jeunesse, qui représente près de la moitié de la population, sont très rares, tout comme l'étaient (et le sont) les études du milieu paysan dans ce pays « aux mille coopérants », dont 95 % des habitants étaient en région rurale.

¹¹ Pour reprendre le titre de ouvrage de PIOT, Ch., *Remotely Global. Village Modernity in West Africa*, Chicago, Chicago University Press, 1999.

¹² Pour une description approfondie, voir de LAME, D., *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête. Transformations et blocages du Rwanda rural*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1996 (www.africamuseum.be). Traduction anglaise : de LAME, D., *A Hill Among a Thousand. Transformations and Ruptures in Rural Rwanda*, Madison, University Press of Wisconsin, 2005.

nouvelle configuration¹³. En deçà de ces bribes de modernité aisées à déchiffrer, les fondements de la vision du monde étaient eux-mêmes érodés, sapés lentement par les interventions sur les normes anciennes réglant les rapports aux ancêtres et les rapports aux contemporains et, en premier lieu, la reproduction. La reproduction sociale était touchée au cœur : la symbiose de la terre et des ancêtres, l'homologie de la fécondité des femmes et de la fertilité des champs, se dissolvaient dans les maternités illégitimes et la pénurie foncière. Avant d'en venir à une description de ce processus qui touche directement l'enchaînement des générations et la vie de la génération jeune en 1990, il me faut brièvement rappeler les grands traits de ce système de représentation qui, à cette époque, structurait encore largement la perception des réalités par l'ensemble de la population¹⁴.

Dans un espace de collines et d'habitat dispersé¹⁵ – le Rwanda ne comptait encore guère de villages à la fin du XX^e siècle – les reliefs et les sentiers constituaient des repères de vie sociale. Les liens familiaux étaient inscrits dans l'usage de la terre par le voisinage des enclos et des champs¹⁶ et les liens unissant familles, amis, commerce et administration s'étaient imprimés dans le cheminement des sentiers puis, plus impersonnellement, des routes. L'organisation sociale et ses transformations étaient visibles, et le restent encore, dans le paysage des campagnes, pour qui sait les lire. Les habitations proches étaient celles de frères en ligne paternelle, la succession étant patrilinéaire et les propriétés étant divisées, par le père de famille, entre ses fils parvenus à l'âge adulte. Les liens étaient forts, fondés sur la pérennité du lignage masculin en gage de fidélité aux ancêtres. Dans ce contexte, il n'y avait pas de place pour des maternités illégitimes qui auraient remis en cause cette succession et les alliances entre lignages, si importantes pour garantir la sécurité et assurer la cohésion sociale au-delà des rivalités. Cette idéologie était partagée par tous mais, de plus, parmi les agriculteurs, qui constituaient la grande majorité de la population, s'y ajoutait un lien, aussi bien symbolique que réel, à la terre. Dans tous les cas, la fertilité du sol, la fécondité du bétail et celle des femmes étaient liées à l'accomplissement de rituels et au respect d'interdits qui faisaient sens dans l'ensemble d'une vision du monde. Tout manquement, volontaire ou non, qui aurait entravé la circulation ordonnancée des forces vitales était sanctionné, soit socialement comme dans le cas du devoir de vengeance en cas de meurtre, ou dans celui de l'ostracisme des filles enceintes hors mariage¹⁷ ; soit de façon immanente, comme lorsque des

¹³ Voir de LAME, D., "Le Rwanda et le vaste monde. Les liens du sang", in *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1996-1997*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 157-177.

¹⁴ En ce domaine, les dénominations ethniques ne sont pas pertinentes : la culture locale partagée se modulait selon l'accès à des éléments de cosmopolitisme.

¹⁵ Pour une synthèse de la littérature en la matière et une description approfondie du monde paysan durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle, voir de LAME, D., *Une colline entre mille...*, *op. cit.*

¹⁶ ... du moins les champs formant le patrimoine le plus ancien d'une famille étendue.

¹⁷ Pour un exemple récent, voir KAGABO, J., "Après le génocide. Notes de voyage", in *Les Temps Modernes*, n° 583, juillet-août 1995, p. 113.

interdits rituels transgressés résultaient en infertilité, fausses couches ou maladies d'un type particulier : un dérèglement de circulation, un blocage, se manifestait dans l'interruption, qu'il s'agisse d'un arrêt ou d'une dissolution de contenant. En effet, toute circulation délimite un circuit et, de façon complémentaire, la délimitation d'un circuit (enveloppe corporelle, frontières, ...) rend l'ordonnement de la circulation explicite. Quels étaient les fondements de cette cosmologie ? Le chef de lignage puis, à mesure de l'extension du royaume central, le roi, étaient les transmetteurs des forces cosmiques résumées sous le nom d'*imana* vers le monde des humains¹⁸. Toute transgression d'interdit pouvait avoir des conséquences sur cette transmission, tandis que le respect des rituels royaux par le roi était supposé nécessaire à l'efficacité des rituels familiaux homologues. La cosmologie légitimait ainsi le pouvoir royal et en constituait, en quelque sorte, une idéologie mystique rendue efficace par de multiples actes métonymiques à tous les niveaux de la société. Les récoltes des simples paysans aussi bien que les successions royales en dépendaient. Cette cosmologie imprégnait tous les gestes de la vie quotidienne et continua à les imprégner bien après la disparition du régime monarchique¹⁹. Elle moulait les relations et s'imprimait dans l'espace, dans la forme des habitations, dans la circulation des personnes et des biens échangés. Elle fournissait le cadre d'interprétation des événements et où des gestes, d'apparence banale pour l'observateur extérieur, s'y voyaient attribuer une efficacité de grande portée, bien au-delà du monde réel, pour ceux qui les vivaient.

Sur les collines, à la fin des années quatre-vingt, le rappel de nombreuses croyances était quotidien mais ne semblait, à première vue, plus faire système. Des rituels se transformaient pour indiquer l'insertion dans la modernité et un détachement – ou une instrumentalisation – des moeurs paysannes parmi ceux qui s'affirmaient comme urbains, voire cosmopolites²⁰. Le registre d'interprétation, par contre, perdurait, dans la compréhension d'événements – par exemple la situation économique, écologique et politique de la fin des années quatre-vingt – mais aussi dans l'intégration d'éléments modernes dans des manières de faire anciennes. Des dons solennels, des rituels de convivialité, faisaient circuler des boissons chargées de sens et investies du pouvoir des fluides corporels, matérialisant par métonymie l'efficacité de l'engagement collectif mobilisable pour l'action. Le monde n'était plus celui de la royauté sacrée mais la présidence pouvait encore trouver, dans les « structures structurantes²¹ » du passé, des

¹⁸ Voir D'HERTEFELT, M., COUPEZ, A., *La royauté sacrée de l'ancien Rwanda. Textes, traduction et commentaire de son rituel*, Tervuren, Musée royal de l'Afrique centrale, 1964, p. 460.

¹⁹ Voir, par exemple, *ibid.*, p. 295-296 et de LAME, D., *Une colline entre mille...*, *op. cit.*, p. 193.

²⁰ Alexis Kagame utilisa l'expression de « quatrième ethnie » dès 1957 pour désigner ces émules des Blancs ; Claudine Vidal la reprit pour désigner une petite bourgeoisie se voulant dégagée de l'ancienne vision du monde ; voir *Sociologie des passions. Rwanda, Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1991, p. 28.

²¹ BOURDIEU, P., *op. cit.*

ressorts mentaux d'adhésion et de mobilisation. C'est cette imprégnation du quotidien, qui persistait au début de ce siècle encore, qui m'a amenée à cet apparent détour. Ce quotidien a baigné la majorité de la génération qui, en 1990, avait vingt ans, dans des mesures et selon des modalités diverses en fonction de l'accès à l'enseignement, aux affiliations religieuses et au monde de l'argent. Les rituels de convivialité reflétaient cette diversification et l'intégraient. Par exemple, l'appartenance à des mouvements de renouveau religieux se traduisait dans le refus de l'alcool au cours de fêtes auxquelles les adeptes de ces mouvements prenaient part, tout en signifiant leur adhésion à une forme de modernité incluse dans le système ambiant. Ces « convertis », *abarokore*, situaient leur originalité dans la société mais s'en séparaient symboliquement sans rejeter la cohérence du système de signes. La crise liée à des pénuries alimentaires locales, à des maladies phytosanitaires affectant les récoltes, aux conflits fonciers croissants à mesure de la démographie et aux interventions internationales sur l'organisation de l'État, fut reliée au chaos politique dans son interprétation²².

4. JEUNESSES RWANDAISES ET COHÉSION SOCIALE À LA FIN DES ANNÉES 1980

Si, à la fin des années 1980, la population urbaine ne constituait guère que 5 % de la population rwandaise, l'appartenance à un terroir commun enracinait encore les liens entre la ville et la campagne. Le paradoxe n'est qu'apparent. Les villes principales étaient essentiellement des centres administratifs ou universitaires et, en dehors du recours à leurs services, la vie courante se passait sur les collines où les fonctionnaires, même de rang élevé, conservaient des assises fortes. Un mode de vie urbanisé commençait seulement à se dégager et débordait l'espace de la ville où une faible proportion de familles aisées vivait en permanence tout en maintenant les liens avec leurs parents des collines. Leurs enfants constituaient la première génération réellement détachée du mode de vie rural, dénouée du sol et oublieuse de l'appartenance clanique qui réglait rituellement le rapport au passé. Ces enfants adoptaient l'usage européen du nom de famille transmis en ligne paternelle et précédé d'un prénom de type occidental. Pour ces élites de deuxième ou troisième génération, l'enseignement secondaire, officiel ou privé, était suivi d'un enseignement supérieur, universitaire ou non, souvent financé par une bourse d'état. Qui étaient ces élites ?

La révolution de 1959 et les massacres ethniques qui l'avaient suivie en 1963-64 avaient bouleversé la configuration de la société et envoyé en exil une grande partie de la population tutsi. Tandis que les strates supérieures de l'ancien Rwanda élevaient leurs enfants dans l'exil, certains des Tutsi restés au pays, issus de familles de l'élite ancienne reléguée dans la marge par le système des quotas ethniques et d'autres discriminations d'après la révolution, avaient

²² Voir de LAME, D., "Le Rwanda et le vaste monde...", *op. cit.*

pu capitaliser les bénéfices de l'éducation et de l'enseignement colonial et créer des entreprises ou des commerces, exercer des professions libérales. Parmi les Tutsi eux-mêmes, il s'agissait d'une minorité dont les enfants, soumis eux aussi aux quotas d'entrée au secondaire, suivaient un enseignement privé. Une grande partie de cette élite ancienne était en Uganda, une moindre proportion ailleurs à l'étranger : au Burundi, au Congo, en Europe... Et, à ce moment, les exilés d'Uganda souhaitaient rentrer au pays qu'ils avaient idéalisé mais ne connaissaient plus guère voire, pour ce qui est de leurs enfants, ne connaissaient qu'à travers les récits de leurs parents²³. L'idéologie ambiante de l'exil était celle de l'aristocratie guerrière, présente, ô combien, dans les rituels royaux et les modèles de gouvernance mais aussi, de façon plus générale, dans le modèle de masculinité, prégnant des deux côtés de la frontière. Depuis 1986, le FPR, dont les dirigeants avaient appuyé militairement Museveni²⁴, ralliait les espoirs de retour au pays et de reconquête d'un statut. La situation politique ougandaise compromettait leur insertion tout en exacerbant la volonté de retour à laquelle le gouvernement de Kigali persistait à s'opposer. De jeunes Tutsi du Rwanda, exclus d'avenir dans les campagnes surpeuplées et arrivés à l'âge de l'affirmation de soi, les rejoignaient à mesure que le gouvernement de Kigali durcissait ses positions dans un contexte économique et politique frustrant et vindicatif. Ces jeunes se mobilisaient pour quitter la marge : l'exil, d'une part, la relégation sociale de l'autre, se conjugaient avec une arrivée à l'âge adulte et une ouverture au monde de la modernité.

Ces deux aspects se retrouvaient chez tous les jeunes ruraux dont une faible proportion à l'échelle des collines constituait la majorité de la population habituelle des villes d'étudiants d'où ils retournaient régulièrement vers les collines, retrouvant la famille, les voisins et les usages de la campagne. Certains d'entre eux bénéficiaient de bourses ou d'emplois à l'étranger. Les fils et les filles de l'élite républicaine véhiculaient ainsi, au retour en famille, les signes de la modernité et ouvraient des horizons nouveaux aux jeunes paysans qu'ils ne fréquentaient que de loin mais auxquels ils se rendaient très visibles. Si ces jeunes avaient une influence sur la vie des paysans de leur âge, c'était plutôt à travers la contemplation de leur réussite, ostensible dans les cérémonies campagnardes de mariage entre membres de la même classe, inaccessible sans participation aux réseaux sociaux montant vers le pouvoir... à moins que... L'ouverture au multipartisme, la persistance d'une croyance en la chance ou en sa version revue – la grâce des nouveaux charismatiques – étaient les principaux exutoires des ambitions frustrées et les lieux où de jeunes

²³ Sur les renforcements identitaires en exil, voir MALKKI, L. H., *Purity and Exile. Violence, Memory and National Cosmology among Hutu refugees in Tanzania*, Chicago/London, University of Chicago Press, 1995.

²⁴ Pour un aperçu des circonstances de création du Front Patriotique Rwandais, voir PRUNIER, G., "Éléments pour une histoire du Front Patriotique Rwandais", *Politique Africaine*, n° 51, 1993, pp. 121-138 ; PRUNIER, G., *Rwanda 1959-1996. Histoire d'un génocide*, Paris, Dagorno, 1997 ; PRUNIER, G., *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of Continental Catastrophe*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

leaders trouvaient à s'affirmer comme meneurs politiques ou religieux²⁵. La fréquentation de la ville comme domestique était le moyen pour filles et garçons de se procurer un pécule qui les mettrait en mesure de se marier ; après le mariage, les hommes retournaient en ville dans toute la mesure du possible.

Le mariage restait le signe éminent d'entrée dans l'âge adulte mais les barrages étaient multiples. D'autres mobilisations, ancrées dans des horizons dépassant celui de la colline, entraient en compétition avec les candidates fiancées. Elles se promenaient en vain, parées de leurs jolies ceintures, les dimanches, sur les collines. Elles travaillaient durement les champs de leurs parents, fortes et endurantes, trouvant dans l'attraction d'un potentiel mari une consolation à leur état : le mariage seul pouvait encore les élever au statut de femme, c'est à dire, de membre signifiant de la communauté rurale, intégrées comme mères et travailleuses sur les terres d'un patrilignage, insérant leurs enfants dans la succession des générations masculines. Tel était l'idéal, bien présent mais de moins en moins réalisé. Si les filles s'étaient mises en quête de salaire – payées à moitié du salaire masculin – c'est que les jeunes hommes étaient de moins en moins pressés de se marier et que le mariage comportait des frais croissants, dans un mouvement d'inflation ostentatoire lancé par les élites et témoignant d'un accès au monde moderne de la monnaie. Outre l'échappatoire aux travaux des champs et à la monotonie de la vie rurale, la ville leur permettait d'accumuler un pécule persuasif. Il arrivait qu'elles remettent une somme sous enveloppe au fiancé censé remettre une vache, ou une somme d'argent à leurs parents. Il arrivait, de plus en plus souvent²⁶, qu'elles reviennent chargées de l'opprobre d'une grossesse illégitime et d'un enfant qui déréglait les successions foncières puisque, non mariées, elles restaient sur les terres de leur père et défavorisaient leurs frères. Ceux-ci, pour leur part, déjà en butte à un fractionnement et à un rétrécissement des propriétés qui rendaient la subsistance hypothétique, ne souhaitaient pas s'engager dans un mariage auquel manquait le principal ingrédient : symboliquement, son enracinement dans le sol, prosaïquement, un moyen de subsistance. La réforme du code de la famille, promulguée en 1988, étendait aux filles la succession, jusque là exclusivement réservée aux héritiers mâles, mais ceci, efficace en milieu urbain, ne réglait pas la question du fractionnement foncier et de la pénurie de terres. L'avenir peu enviable qui se profilait pour beaucoup dans l'ennui des collines était la quête d'emplois occasionnels en ville entrecoupés de retours vers un foyer rural sans gloire ni attrait que celui de la routine. Des rapports clientélistes avec des élites locales – enseignants du primaire, petits fonctionnaires, clergé – étaient les moyens d'obtenir des emplois, journaliers ou stables, sur place ou en ville. Les fidélités s'exprimaient dans des dons de vache et des partages, ritualisés ou non, de boissons. La bananeraie, signe de l'implantation d'un nouveau foyer,

²⁵ Voir LONGMAN, T., *Christianity and Genocide in Rwanda*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

²⁶ En certains endroits, comme en commune Mabanza, en 1990, 30 % des grossesses survenaient hors mariage.

fournissait aussi la matière première de la bière de banane, indispensable aux relations sociales et à leur célébration ; vecteur, aussi, d'une redistribution des salaires d'élites rurales vers les paysans en pénurie constante de numéraire. Les inégalités économiques de plus en plus contraignante créèrent une tension extrême entre les promesses de progrès participatif (*amajyambere*) et l'accroissement des exigences de participation aux frais scolaires, médicaux et politiques (les cotisations obligatoires) ; cette tension s'inscrit dans les modes de perception en cours.

Depuis le tournant des années 1980, les fêtes, occasions rituelles d'assimiler les transformations de l'environnement social, avaient changé. De plus en plus ostentatoires, elles se produisaient pourtant encore, presque toujours, à la campagne où étaient demeurées les assises sociales : préfets, professeurs, hauts fonctionnaires honoraient les fêtes de leur présence, une présence au reste naturelle en raison de leurs liens persistants avec le monde rural. Les cérémonies campagnardes reflétaient donc toute la gamme de la société rwandaise. Je les ai décrites ailleurs²⁷ et je me contenterai d'attirer l'attention sur la consommation collective de boissons²⁸ comme facteur de cohésion sociale. Cette commensalité fondée sur un système de représentation assimilant la communauté présente à une unité corporelle, incarnait une apparence de consensus dont les discours de circonstance escamotaient l'objet réel et laissaient jouer la rumeur. Dès 1989, la liberté d'expression se trouva encouragée dans un mouvement de démocratisation confondu avec le multipartisme. Les jeunes portaient des casquettes aux couleurs des partis politiques et fréquentaient des « cabarets » attitrés ; les pamphlets racistes circulaient par l'intermédiaire des commerçants et des enseignants, la radio atteignait les collines et était relayée par la rumeur, la majorité des foyers ne possédant pas de radio ou ne pouvant se permettre d'en renouveler les batteries²⁹. Les fêtes se firent mono-ethniques à mesure que la société se fracturait selon les lignes connues au moment de la révolution de 1959, prémices du multipartisme à nouveau imposé. Les jeunes hommes en vaine quête d'emploi ou dans l'espérance vague de nouvelles opportunités résultant d'un changement politique, trouvèrent à réaliser, dans les partis politiques, puis dans les ailes dures de ces partis et dans leurs milices, l'idéal de masculinité qui s'exprimait encore à travers les poèmes guerriers auto-laudatifs connus sous le nom d'*ibyivugo*. Leur enrôlement correspondait à des pratiques guerrières anciennes, à une fraternité virile et s'inscrivait dans un clientélisme omniprésent. De part et d'autre de la frontière ougandaise, l'enrôlement

²⁷ DE LAME, D., *Une colline entre mille...*, *op. cit.* ; de LAME, D., "Mighty Secrets, Popular Commensality and the Crisis of Transparency", *Canadian Journal of African Studies*, XXXVIII, 2, 2004, pp. 279-317

²⁸ Cette commensalité particulière a été décrite en détail ailleurs : de LAME, D., *Une colline entre mille...*, *op. cit.*, pp. 199-218.

²⁹ Ceci ne relativise pas l'ouvrage de CHRÉTIEN, J.-P., *Les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995 car l'imprécision que la rumeur véhicule crée un climat favorable à la mobilisation qui résout l'incertitude dérangeante.

s'inscrivait aussi dans des sentiments de fierté bafouée et de valorisation du passé, celui-ci, bien entendu, différemment imaginé selon l'appartenance ethnique qui, progressivement, prenait le pas sur tout programme politique.

Du côté du FPR, cependant, le programme politique essentiel et immédiat était la re-conquête du pays : les parents de ces militaires avaient dû chercher la sécurité dans l'exil, une génération plus tôt. Dès octobre 1990, l'entrée du FPR dans le pays et son occupation du nord résulta dans des déplacements massifs de population à l'intérieur du Rwanda. Les liens entre villes et campagnes étant forts, l'atmosphère que créèrent le multipartisme, l'arrivée des personnes déplacées dans les camps et les Accords d'Arusha, décrite par les auteurs à partir de Kigali dont peu s'éloignaient, contamina l'ensemble du pays. Tandis que l'Armée Patriotique Rwandaise continuait de rallier des fidèles, surtout des jeunes, à l'intérieur du Rwanda, son occupation du nord du pays polarisait davantage encore les Rwandais de l'intérieur. Les camps de personnes déplacées implantés à la périphérie de Kigali fournirent le cadre idéal de recrutement de jeunes miliciens détachés de leurs enracinements locaux et ouverts à la possibilité d'une nouvelle appartenance, occasion d'une revanche et perspective d'un ordre nouveau, radical d'apparence et pourtant garant d'une continuité menacée de toute part. Lorsque finalement les appels au meurtre se firent clairs et que les meurtres massifs se présentèrent comme la seule action³⁰ possible, les milices venues d'ailleurs prirent le relais des tièdes trop attachés à la vie locale, tandis que les meneurs utilisaient l'argument de la pénurie foncière pour exterminer les propriétaires tutsi et leurs descendants, faisant parfois appel à la finalisation d'un travail laissé inachevé lors du génocide de 1963-64. Une vision du monde semblable, comme par le passé, soutenaient les deux parties³¹ mais elle était différemment connotée pour l'une et l'autre en fonction des positions respectives dans la relation au pouvoir³². La victoire du FPR allait remanier en profondeur la société rwandaise que les déplacements de population, les enrôlements partisans, les meurtres de proximité³³, l'arrivée de milices externes ralliant localement les tièdes puis, finalement, le départ massif vers le Congo, avaient déchirée³⁴. Quant à l'exercice du pouvoir, le passage du temps rend de plus en plus explicite qu'il se réclame de la suprématie ancienne d'un groupe restreint, dont une partie est

³⁰ Le mot de ralliement des génocidaires était *gukora* : agir, travailler.

³¹ Sur les fondements cosmologiques de la perception locale du changement politique, voir de LAME, D., "Le Rwanda et le vaste monde. Les liens du sang", *Annuaire des Grands-Lacs 1996-1997*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 157-177.

³² Rappelons ici le devoir de vengeance inhérent à l'idéologie lignagère et terrienne, une idéologie à laquelle s'est surimposée l'idéologie expansionniste et centralisatrice de la royauté. de LAME, D., "Des ancêtres au cadastre : glissements dans les principes de la haine", communication orale présentée lors des journées du REASOPO, Paris, CERI, 2011.

³³ Sur la complexité sociale des embrigadements meurtriers, voir FUJII, L. A., *Killing Neighbors. Webs of violence in Rwanda*, London/New York, Cornell University Press, 2009.

³⁴ De nombreux enfants sont morts dans la fuite consécutive à l'attaque des camps par l'APR, en 1996. Voir, notamment UMUTESI, M.-B., *Fuir ou mourir au Zaïre. Le vécu d'une réfugiée rwandaise*, Paris, Karthala, 2000.

apparentée à l'ancienne aristocratie. L'idéologie qui a présidé à l'expansion de la royauté *nyginya* préside aujourd'hui à sa restauration définitive dans son avatar néo-libéral³⁵.

5. LE RWANDA NOUVEAU : CONFIGURATION SOCIALE

Ce n'est pas le lieu d'évoquer les atrocités commises³⁶ au cours du génocide, des massacres et des événements qui ont abouti à une recomposition sociale, sauf pour les traces indélébiles dont ils ont marqué les mémoires d'enfants qui, en 1994, avaient de trois à dix ans et qui forment la jeunesse du Rwanda d'aujourd'hui³⁷. Comme pour la génération précédente, le Rwanda d'aujourd'hui est éclaté. Il est à présent éclaté sur deux plans : celui d'une vision du monde et celui de sa composition sociale. La population résidant au pays est fractionnée d'une façon analogue à celle qui prévalait avant 1994, quoique la composition soit différente du point de vue des passés respectifs.

Le génocide, en effet, a poussé dans l'exil une fraction nombreuse de la population, celle désormais désignée ou, à tout le moins stigmatisée, collectivement comme génocidaire au mépris de la diversité des faits³⁸. On ne peut oublier les enfants morts dans l'exil congolais, pas plus que ceux tués au Rwanda et dont le souvenir hante la mémoire des adultes autant que des enfants survivants³⁹. Ces enfants ont vu tuer, parfois vu tuer leurs parents et leurs aînés, parfois vu leurs parents tués. Ils ont fait, tôt, l'expérience de la violence extrême et du déracinement. Certains, très jeunes, se sont enrôlés dans des milices en RDC tout comme d'autres ont été ou se sont enrôlés dans l'Armée Patriotique Rwandaise. Une partie d'entre eux a grandi en exil et réclame une commémoration de ses souffrances, et assiste, le plus souvent muette, aux commémorations officielles, unilatérales⁴⁰.

De Bruxelles, le journaliste Mushayidi écrivait, en 2006, à propos de deux commémorations, l'une de la part d'une majorité d'exilés hutu, l'autre par l'association de rescapés « Ibuka » : « J'ai remarqué tant à Woluwé-Saint-Pierre qu'au Palais de justice, des enfants de 12 ans ou parfois moins. Des jeunes de 15 à 25 ans ou plus, visages perplexes reflétant une incompréhension

³⁵ de LAME, D., communication citée en note 32.

³⁶ Pour un compte rendu détaillé réalisé par Human Rights Watch, Fédération des Ligues des Droits de l'Homme, Des FORGES, A. (dir.), *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*, Paris, Karthala, 1999.

³⁷ Le lecteur comprendra que des témoignages individuels ne peuvent être communiqués ici, tant pour des motifs éthiques que pour des motifs de rigueur méthodologique qui, dans ce cas, ne sont pas sans rapports entre eux.

³⁸ Tous les Rwandais résidant à l'étranger avec statut de réfugié furent interdits de vote aux élections de 2010. L'histoire se répète... La consultation de sites internet officiels est une source intéressante à qui veut suivre l'actualité du pays.

³⁹ Les psychologues savent ce qu'il en coûte, en sentiment confus de culpabilité, de survivre en ayant perdu ses proches.

⁴⁰ Voir, au sujet des commémorations, VIDAL, C., "Les commémorations du génocide au Rwanda", *Les Temps Modernes*, n° 613, 2001, pp. 1-46 ; ainsi que la presse belge, notamment à propos des commémorations à Bruxelles.

au bord de la révolte. Je les ai observés et cela m'a donné à réfléchir. Quel héritage politique, dans les conditions actuelles, entendrions-nous léguer à ces jeunes générations et à celles de demain ? Comment peut-on persévérer dans ces politiques irresponsables et criminelles qui figent ou poussent des personnes voire des pans entiers de la société dans des positions dangereuses ? De manière diverse, bien que parfois maladroitement, les Rwandais, toutes catégories confondues, réclament de plus en plus un espace de dialogue. C'est qu'ils se sentent à l'étroit dans ces catégories imposées et convenues sans que personne n'ait cru nécessaire de recueillir leur avis. Ils étouffent sous cette chape de plomb sous laquelle ploie un peuple privé de parole et de liberté. Ils aspirent à la discussion et au débat. Ils veulent savoir et comprendre ce qui leur est arrivé⁴¹. » La consultation des sites internet relatifs au Rwanda suffit à refléter les divisions du pays, pain quotidien des exilés dont les plus jeunes vivent, d'un côté l'injustice, de l'autre l'intransigeance et, des deux côtés, l'âpre manque de sérénité qui appelle à des prises de position.

L'exacerbation de la situation à l'intérieur du Rwanda, manifeste dans les arrestations et les départs d'opposants, déteint nécessairement sur les plus jeunes, à un âge où, en quête de soi-même, on fait parfois l'impasse des nuances et où l'on se rallie avec enthousiasme à une propagande victorieuse, fut-elle outrancière. Qui ne s'enthousiasmerait pas pour Kigali ? Les magazines « en vol » guident l'attention des voyageurs vers la modernité de la ville et sa sécurité. Selon les années, il vous est rappelé que les sacs de plastique sont confisqués à l'arrivée et recyclés en paniers néo-traditionnels par des coopératives de femmes ; ou que le cyclotourisme dans les campagnes est appelé à se développer ; où que le café⁴² est à présent une entreprise privée prospère. À chaque fois, un rappel est fait du génocide comme point d'origine de ce nouveau Rwanda : une interview de jeunes (plus si jeunes) chanteurs rescapés illustre le propos à l'occasion. Aucune capitale africaine ne rivalise en propreté avec Kigali, où la sécurité des personnes (sauf dissidence) et le respect du code de la route sont assurés⁴³. En quinze ans, Kigali est devenue une capitale internationale symbole de modernité africaine dont tous sont appelés à être fiers⁴⁴ mais dont une majorité est frustrée de se sentir exclue. À Kigali, les

⁴¹ Texte repris sur internet : "Rwandanet: Genocide du Rwanda – Mise au point de Deogratias Mushayidi: Pourquoi j'ai commémoré le 6 avril". Deogratias Mushayidi, journaliste (tutsi) dissident, a été arrêté le 5 mars 2010.

⁴² Autrefois les cafésières familiales étaient une source de revenu monétaire en juin, saison des fêtes et des vacances scolaires et permettaient de faire face à des dépenses exceptionnelles. Le commerce du café était géré par l'état.

⁴³ Voir l'article de GETTLEMAN, G., "Rwanda's Mix: Order, Tension, Repressiveness", in *New York Times*, 1er mai 2010. Des centaines de jeunes adultes et de mineurs suspectés de petite criminalité ont été déportés sur l'île Iwawa (lac Kivu) pour y être « réhabilités ». Comme le note l'auteur de l'article, ces jeunes n'ont pas été jugés, vivent dans des conditions déplorables et il n'a pas été constaté qu'ils y suivent une formation. Consultable sur <http://tinyurl.com/23fgj6j>.

⁴⁴ Selon le mot d'ordre popularisé jusque sur les pompes à essence de Kigali : « Proudly Rwandan ».

jeunes, selon les publicités et les récits de ceux qui en reviennent, trouvent discothèques, saunas, université(s) et autres lieux de rencontre. Quels jeunes ?

6. JEUNESSE ENTHOUSIASTE ET JEUNESSES NON RÉSIGNÉES

La population de la capitale s'est dramatiquement modifiée, tout autant que la ville elle-même. Le centre s'est modernisé de façon spectaculaire. De luxueux nouveaux quartiers ont surgi à la périphérie. Des collines de plus en plus éloignées se sont couvertes d'habitations dont les toits de tôle réverbèrent la nouveauté des logements où sont installés les habitants des anciens quartiers populaires urbains rasés, ou du moins, les moins démunis d'entre eux ; les autres ont dû renoncer à la ville. Les « kiosques » de vente de boissons, jugés « anarchiques » ont été supprimés : il ne s'agit pas d'une capitale africaine mais, tout simplement, d'une capitale moderne d'où le petit commerce ambulancier est interdit et où nul n'est admis sans chaussures. D'impressionnants parkings, un nouveau marché, des immeubles à multiples étages et d'une belle esthétique rendent compte de la spéculation foncière. Réservée au succès, la capitale n'abrite que ceux qui peuvent l'incarner : anciens réfugiés revenus d'Uganda, du Congo, du Burundi ou d'ailleurs. Le contrôle des parkings payants, les boutiques, les bars, offrent des emplois... pour autant que l'on soit passé à l'usage de l'anglais c'est-à-dire surtout aux jeunes, à moins que ce ne soit à des immigrants. Ceux-ci, selon les témoignages, seraient nombreux jusque dans les petits métiers de la construction pour lesquels le know-how local est réputé inadapté. Quant aux entrepreneurs, ils sont recrutés jusqu'en Chine (où les boursiers de l'ère ancienne servent d'interprètes), tandis que les fils et filles de l'élite étudient dans les écoles internationales ou/puis à l'étranger. L'Inde a la faveur des candidats informaticiens, à moins qu'ils ne bénéficient de bourses ailleurs. Le choix de l'anglais comme langue officielle correspond à une situation de fait : l'élite au pouvoir est anglophone et crée les modes. Ce choix correspond à la situation d'un pays favorisé par l'aide des pays anglo-saxons mais aussi à l'ouverture vers les coopérations de tous ordres avec des élites internationales, africaines ou non : l'insertion dans la communauté est africaine où le Rwanda fait figure exemplaire à en croire la presse kényenne, l'entrée du Rwanda dans le Commonwealth, témoignent de ces politiques pour lesquelles la présentation d'une image « nationale » impeccable est nécessaire. Cette atmosphère est celle qui baigne la jeunesse dorée de Kigali, culminant dans l'entrée à l'Académie militaire américaine de West Point pour Ivan Kagame⁴⁵, fils du président. Il y rejoint un autre jeune rwandais spécialisé en électronique, le pays étant l'un de plus avancés d'Afrique en la matière, alliant développement et sécurité nationale⁴⁶. La production de cette image, lucrative en terme de soutien international politique

⁴⁵ *New Times*, 6 septembre 2009.

⁴⁶ NSENGIYUMVA, A., PITSCH SANTIAGO, A., "Rwanda: Balancing National Security and Development", in WILSON, E. J. III, WONG, J. R. (eds.), *Negotiating the Net in Africa. The Politics of Internet Diffusion*, Boulder/London, Lynne Rienner, 2007, pp. 85-103.

et économique, reflète la réalité d'une minorité puissante dont la jeunesse enthousiaste et cosmopolite se prépare à la succession de leurs parents rentrés d'exil. Cette image est produite au prix d'une répression de toute dissidence, opposition ou critique, lesquelles sont automatiquement assimilées à des notions vagues de divisionnisme ou de propagation de l'idéologie génocidaire, des accusations qui entraînent séjours en camps de réhabilitation ou en prison. Si les descendants de l'élite au pouvoir s'en trouvent les bénéficiaires, ce climat baigne l'ensemble de la jeunesse, en particulier les exclus... et ceux-ci sont très nombreux.

Si la capitale a pu se moderniser aussi vite, c'est au prix de l'exclusion des pauvres dont beaucoup sont retournés sur les collines, ne pouvant même s'installer à la périphérie de la ville. La même logique a procédé à la démolition⁴⁷ des habitations trop pauvres qui se situaient le long des routes, visibles aux voyageurs : elles ne correspondaient pas à l'image du pays. Toute participation à une réunion implique désormais le port obligatoire de chaussures, un véritable investissement pour la plupart des paysans. L'absentéisme étant sanctionné, l'agenda dicte les priorités budgétaires de ménages confrontés, de façon permanente, à la pénurie. Les mesures visibles évitent les questions que peu d'observateurs souhaitent se poser et que les chercheurs sont fermement invités à ne pas poser. Une grande partie de la population étant insolvable, l'assurance obligatoire en soins de santé a rapidement capoté. La gratuité de l'enseignement primaire⁴⁸ est une amélioration mais ne garantit pas sa qualité, en particulier dans une période de changement accéléré et qui crée de nouvelles disparités entre les enfants de simples paysans et les autres. Être enseignant conférait un prestige local il y a vingt ans, ce qui n'est plus le cas, les salaires étant trop bas : le salaire de l'instituteur est le dixième du salaire du secrétaire exécutif chargé de faire exécuter les ordres du gouvernement central et de veiller au respect de l'idéologie officielle. Cette dégradation des enseignants prend son sens dans un contexte politique autoritaire qui éradique les leaderships locaux. Les jeunes qui ont aujourd'hui vingt ans et ont réussi à terminer un cycle d'enseignement secondaire, soit avec une aide quelconque ou parce que leurs parents font partie des élites rurales désormais raréfiées, ont été au contact de moyens techniques modernes et nourri des rêves de progrès dans l'ambiance enthousiaste des écoles. Ils avaient, jusqu'à cette année, de maigres chances d'obtenir une bourse pour fréquenter l'Université nationale du Rwanda, d'autant plus maigre s'ils ne sont ni enfants des rescapés ni enfants de « *returnees* ». Depuis 2010, la

⁴⁷ Ces démolitions commencèrent en octobre 2008, les habitations dont les habitants devaient trouver à se reloger ailleurs étant marquées d'une croix noire. Elles allèrent bien au-delà de la campagne dite « *Bye-Bye Nyakatsi* » supposée détruire des maisons à toit d'herbe, ce qui fut fait au début de la deuxième république. La campagne récente fut plus large et la mention de toit d'herbes, au reste quasi inexistant, fut faite a posteriori, peut-être en réponse aux critiques ? La confection de tuiles est désormais interdite : l'option officielle est à la tôle.

⁴⁸ Ceci ne veut pas dire qu'il n'implique pas de frais, l'uniforme et les chaussures étant obligatoires.

langue officielle d'enseignement et d'administration est l'anglais, un obstacle de plus pour les enfants ruraux instruits en français. Dès 2011, seul l'anglais sera enseigné, dès le primaire, coupant les ponts, non seulement avec le passé, mais aussi entre la génération des parents et celle des jeunes. Ceci pose aussi des problèmes au niveau de l'université et il a été fait appel à des professeurs originaires de pays anglophones pour suppléer les professeurs non familiers de l'anglais. Dès cette année aussi, le système des bourses est désormais aboli, sauf détour par une association de rescapés du génocide. L'accès à l'université est désormais destiné aux enfants classes les plus riches, la mesure étant officiellement justifiée par un transfert de budget vers l'enseignement primaire et les trois premières années du secondaire. La mesure atteint, sans discrimination, les étudiants ayant déjà entamé des études : quelles seront les suites de leur désespoir ?

Sans bourse, il n'est pas possible de fréquenter l'université, sauf pour la très petite minorité dont les parents peuvent financer les études. Si, d'aventure, un très généreux sponsor étranger, que certains fils de paysans sollicitent, finançait ces études, l'accès à un emploi après l'acquisition d'un diplôme universitaire malgré tout obtenu, ne serait pas garanti. Reste donc la quête d'un brevet de chauffeur ou un emploi dans un commerce, les exigences allant croissant dans l'administration⁴⁹, où les licenciements arbitraires sont craints. Mieux vaut un emploi indépendant. Désormais, être simple paysan risque fort, en effet, de n'être rien. La réforme foncière répondant, sur toute l'Afrique, à une préoccupation internationale de libéralisation du marché des terres, déracinera, au Rwanda, la majorité de la population. La menace pèse à très court terme, du fait de la réforme, mais se précise au terme de la génération suivante, puisque les successions ne peuvent porter que sur des parcelles non divisibles, égales ou supérieures à un hectare d'un seul tenant. De telles propriétés sont le fait de quelque 10 % de la population, généralement des propriétaires bénéficiant d'autres revenus. La réforme permettra la mise en monoculture régionalement spécialisée. Le commerce, dès à présent étroitement réglementé, assure des gains pour les intermédiaires officiellement agréés. Au mieux, c'est donc, à défaut d'emploi non agricole, un avenir de travailleur journalier, naguère méprisé, qui se profile pour la majorité de ceux qui ont vingt ans. Les filles peuvent rêver de nouvelles perspectives, en entendant parler d'une participation féminine extraordinaire (56 %) au parlement mais elles ne manqueront pas de savoir que la vie des collines attend la plupart d'entre elles, indépendamment des questions à propos du parlement ou du rôle que les femmes y jouent : les femmes ont toujours acquiescé, par une acclamation spécifique (*kuvuza impundu*) aux discours des

⁴⁹ Le code de la famille promulgué en 1988 a été complété le 12 novembre 1999 en ce qui concerne les régimes matrimoniaux, les libéralités et les successions et stipule des dispositions en matière foncière qui, de facto, aboutiront d'ici une génération à la création d'un sous-prolétariat. La réforme foncière, promulguée en 2004, accélérera le processus si elle est appliquée. La seule solution serait la création, rapide et massive, d'emplois industriels ou de service.

hommes⁵⁰. Les valeurs de leur mère, soumise aux maternités respectables, n'ont plus cours : des incitations claires pèsent, enfin, en faveur d'une parenté plus réaliste au regard des nécessités de survie, avec un maximum de trois enfants par couple. Les femmes perçoivent le bien-fondé de cette mesure qui contredit l'ancienne perception d'une fécondité surabondante incarnant le lien privilégié aux ancêtres et la fidélité à leur vision du monde affirmée dans les rituels quotidiens. Cette vision, que partageaient tous les Rwandais, trouvait son origine dans la vie agricole⁵¹ qui rythmait le passage du temps et coïncidait, depuis l'époque coloniale, avec l'année scolaire. Ce rythme est, depuis plusieurs années, rompu par l'instauration d'un nouveau calendrier scolaire et académique qui efface le vécu ancien des saisons. Le lien à la terre, nous l'avons vu, était ritualisé ; aujourd'hui, le lien est légalement rompu et, à terme, ne s'entrevoit, pour beaucoup, aucun moyen de subsistance⁵²; les bananeraies proches de l'habitation et symbole masculin de son implantation sont abolies ; le brassage familial de la bière de bananes, apanage masculin, est conféré à des coopératives de femmes ; la consommation collective et l'usage des récipients traditionnels de partage des boissons sont interdits. Les interdictions et obligations touchent l'intimité du quotidien et enrégimentent la population sous couvert d'hygiène, de progrès et de sécurité⁵³. Ce changement culturel forcé portant sur des éléments hautement significatifs de la cosmologie ancienne, disloque définitivement les représentations symboliques de cohésion sociale en milieu paysan et ne laisse à la jeunesse rurale qu'une issue : l'adoption des règles nouvelles inculquées dans les nouveaux types de formation au service desquels l'informatique sera bientôt mise. Les anciennes manières de vivre, transmises par les parents, n'ont plus cours. Ces parents ne sont, au reste, plus maîtres de laisser à leurs enfants la terre qui nourrissait la succession des générations. Ils sont, pour une large proportion, les jeunes de 1990, avec leur contingent d'anciens prisonniers, d'anciens réfugiés et de mères marquées par l'absence des maris⁵⁴: des parents battus par la vie autant que par les vainqueurs, des parents suspects.

7. VERS UNE « NOUVELLE » COHÉSION ?

Il ne reste rien qui soutienne encore la vision du monde qui intégrait les générations d'autrefois et dont certains aspects il est vrai, ont contribué aux mobilisations meurtrières. Cependant, d'autres éléments, symboliques et réels, de déclenchement des violences, persistent, voire sont renforcés par les

⁵⁰ ... à quelques rares et aristocratiques exceptions près.

⁵¹ Voir VANSINA, J., *Le Rwanda ancien. Le Royaume Nyiginya*. Paris, Karthala, 2001.

⁵² Des FORGES, A., "Land in Rwanda. Winnowing out the Chaff", *Annuaire des Grands Lacs 2005-2006*, Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 353-371.

⁵³ Pour une liste de ces prescriptions tâillonnes, voir INGELAERE, B., "Do we Understand Life After Genocide? Center and Periphery in the Construction of Knowledge in Postgenocide Rwanda", *African Studies Review*, LIII, 1, 2010, p. 52.

⁵⁴ Les familles devaient se charger de nourrir les prisonniers.

inégalités sociales accrues et la dénégation officielle de toute situation qui nuirait à l'image de modernité idyllique et de reconstruction sociale⁵⁵. Les tribunaux *gacaca* continuent à saper la cohésion des communautés paysannes, à mesure qu'ils dévient de jugements bien fondés pour devenir instruments de dynamiques locales de pouvoir où ressurgissent les mécanismes informels de gestion clientéliste. Les jeunes observent ces pratiques et l'on peut s'interroger sur la confiance qu'ils peuvent construire à l'égard des aînés dont certains accusent à tort, d'autres sont condamnés à raison, certains à tort : quel autre sentiment que celui de l'arbitraire peut-il en émaner ? Quelle justice peut-elle être construite pour l'avenir, sur cette base ? Les fondements d'un avenir apparaissent, plus que jamais, dépendre d'apparences de conformisme, la participation métonymique à une « esthétique du progrès » ayant remplacé la fidélité aux ancêtres mais faisant bon ménage avec une « éthique de la dissimulation⁵⁶ » favorable à une représentation d'harmonie : en ceci, l'habitus exprime sa continuité. La continuité est celle d'une autre part de la société rwandaise, celle qui, à mesure de l'expansion de l'ancien royaume, se fondait sur l'imposition du pouvoir. Le lien entre les collines et les villes, autrefois organique, correspond désormais à l'imposition d'administrateurs nécessairement étrangers à l'entité qu'ils administrent, aisément mutés ou sanctionnés par le pouvoir central. Les figures d'autorité locale ont disparu, remplacées par une crainte diffuse et par les représentants officiels détachés du monde rural. Dans ce contexte, il faut se demander quels rapports les jeunes adultes peuvent entretenir avec leurs parents, ceux de « la génération du génocide » au sein de laquelle ils occupent des positions diverses. La référence au génocide reste, de façon compréhensible, un élément essentiel de la vie quotidienne. Ses effets sont aussi omniprésents dans les familles fracturées qui renvoient à un imaginaire d'idéal détruit et qui, au quotidien, ont amenés des enfants à vivre sans parents, à parvenir seuls à l'âge adulte, parfois soutenus par des adultes, parfois exploités, parfois valorisés à titre d'orphelins du génocide et, comme tels, pris en charge ou instrumentalisés.

Plus que de mécanismes de contrôle, c'est de l'insinuation d'un contrôle qu'il convient de parler pour qualifier l'encadrement de la population. Autrefois, les jeunes proches des chefs suivaient un entraînement aux arts de la guerre et de la poésie. Ces écoles de l'élite étaient appelées « *itorero* » et formaient les jeunes hommes, comme le fait l'*itorero* nouvelle formule, à l'histoire officielle et au maniement des armes. Cette formation, à ses débuts, un passage obligé à la sortie du secondaire, est à présent imposée à l'ensemble de la population sous couvert de « programme d'éducation civique ». À côté de cette formation générale, des comités *intore* génèrent la crainte sur les collines : la rumeur s'interroge sur leur possession d'armes mais tient leur inféodation pour certaine et la population s'en méfie. Les membres du mouvement de jeunes *itorero* défilent annuellement au stade Amahoro à Kigali et, au niveau

⁵⁵ Pour des exemples d'occultation de l'information, voir INGELAERE, B., *op. cit.*, pp. 41-59.

⁵⁶ Les deux expressions sont de Bert Ingelaere, *ibid.*

des collines, assurent la liaison idéologique entre l'état et la population. La suspicion de délation est soigneusement entretenue par des législations aussi vagues et aux conséquences si dangereuses que celle de propagation d'« idéologie génocidaire » qui peut s'appliquer à tout désaccord, puisque tout désaccord peut être interprété comme « divisionniste » ou « négationniste » et donner lieu à un séjour plus ou moins prolongé en camp de rééducation *ingando*⁵⁷, voire à emprisonnement. Quelle sera la rétribution des campagnards les plus fervents ? La question reste ouverte mais la réponse pourrait réserver des surprises car, en l'absence de tout espace d'expression, ne pourrait bien demeurer qu'une possibilité d'identification radicale, ethnique ou autre que les programmes d'endoctrinement pourraient canaliser. Le chœur adhérerait-il aux apparences des antiennes ? Les sessions éducatives (re)créeront-elles une cohésion dont le fondement sera tu, comme lors des célébrations de naguère ?

8. CONCLUSION

Telles sont les impasses d'une jeunesse traumatisée du traumatisme des parents et de ses propres cauchemars et abreuvée d'un idéal de modernité nourri de propagande politique. Les uns se réclament des traumatismes de l'exil vécu par leurs parents pour justifier leurs privilèges d'aujourd'hui. Les autres espèrent encore, à l'âge de commencer leur vie d'adulte, pouvoir s'accrocher à la modernité triomphante de la ville : la déconfiture n'est pas achevée. Comme il y a vingt ans, leur résignation incomplète risque de déboucher sur des frustrations sans issue. En l'absence de dialogue, il pourrait, à nouveau, ne rester d'autre exutoire que la violence. Cette jeunesse rwandaise partage, avec bien d'autres en Afrique, mais de ses propres lieux de triomphe ou de déréliction, l'ouverture inégale aux opportunités réelles et aux technologies du progrès. L'idéologie dominante est celle d'une apothéose illusoire qui fait fi du passé en imposant, de celui-ci, une vision unique. Le génocide de 1994 et les massacres qui l'ont accompagné, précédé et suivi insufflent le silence et imprègnent, différemment, les mémoires⁵⁸. La construction d'une société unidimensionnelle, à défaut d'une cohésion sociale fondée sur le respect des différences et sur une justice sociale minimale, ne peut effacer les espoirs des jeunes Rwandais.

La jeunesse de 1990, incarnée dans ses survivants, forme aujourd'hui la génération des parents de la cohorte suivante. Une minorité prospère à Kigali, une proportion, non négligeable lorsqu'il s'agit des anciennes élites, a fait le

⁵⁷ Du verbe *kugandika*, camper en plein air. Une lacune au dictionnaire *Inkoranya y'ikinyarwaanda* ? Ce dictionnaire, pourtant presque exhaustif, ne mentionne pas le sens donné, actuellement, par le site « National Unity and Reconciliation Commission » et il pourrait s'agir d'une « tradition réinventée ». La durée de ces camps varie actuellement de trois semaines à deux mois. Voir le site sous « Ingando » pour plus de détails. COUPEZ, A., KAMANZI, Th. *et al.*, *Dictionnaire Rwanda-Rwanda et Rwanda-Français*, Butare, IRST, 2005.

⁵⁸ Voir HINTON, A. L., O'NEILL, K. L. (eds.), *Genocide. Truth, Memory and Representation*, Durham/London, Duke University Press, 2009.

choix de l'exil. Certes, parmi les exilés, se trouvent des coupables, mais les organisateurs du génocide ne se trouvaient pas dans cette classe d'âge. De façon à première vue étonnante, de simples paysans, dans la foulée de leur départ après le génocide, ont poursuivi leur itinérance : les classes sociales, les origines locales, se sont brassées et ont créé une diaspora dont les caractéristiques sociologiques seraient intéressantes à étudier, quasi impossibles à étudier, aussi. Ces parents se sont, bien souvent, intégrés dans de nouveaux milieux dont beaucoup offrent plus de perspectives aux jeunes que ne le fait la perspective d'un retour au pays. Les sites officiels et la propagande peuvent attiser l'imagination mais les informations circulent dans la marge...La marge, paradoxalement, est le lieu inéluctable de la majorité des jeunes.

Une partie de cette jeunesse, l'élite, renoue, quant à elle, avec des aspirations anciennes portées désormais sur le terrain cosmopolite de la modernité. La cohésion future du pays dépendra sans doute d'un progrès économique profitable à tous comme le proclame l'idéologie officielle au prix de la construction d'une histoire univoque dans le silence imposé aux mémoires diverses.

Entre enthousiasme et enrégimentement, « les jeunes » trouveront-ils à exprimer des aspirations atteignables, à élaborer des stratégies réalistes pour un progrès synonyme de simple survie, pour la majorité d'entre eux? L'Afrique, écrivent Jean et John Comaroff⁵⁹, « semble embourbée dans une crise de génération et de régénération ». C'est-à-dire une crise de reproduction de la vie humaine, de la production de sa personnalité, de la création de valeur sociale, de la transmission du patrimoine des parents aux enfants (lequel, désormais pour les jeunes paysans rwandais ?), d'un clivage de plus en plus profond entre les « jeunes » et les « vieux ». Pensant, avec énormément de tristesse, aux orphelins du génocide, de la guerre et du sida, il me vient à l'esprit, aussi loin des ancêtres que des lumières de la ville, une jeunesse orpheline : de multiples manières, coupée de son passé comme fut coupée de son devenir, il y a vingt ans, la génération de ses parents.

Tervuren, mai 2011

⁵⁹ COMAROFF, J. & J., "Notes on Afromodernity and the Neo World Order: an Afterword", in WEISS, B. (ed.), *Producing African Futures. Ritual and Reproduction in a Neoliberal Age*, Leiden, Brill, 2004, p. 329.